

Les crédits

Je suis vraiment stupéfait de voir que ce député ou tout autre député puisse être autant éloigné de la réalité que vivent des centaines de milliers de Canadiens qui ont perdu leur emploi, qui perdent leur exploitation agricole ou leurs sources de revenu, qui perdent tout sentiment d'espoir dans l'avenir, en ayant le désespoir et la dépression pour seuls compagnons. Que le député puisse encore prétendre à la Chambre aujourd'hui que tout va pour le mieux me sidère.

La situation du commerce international évolue. Des changements spectaculaires se produisent dans le monde. La question que nous devons nous poser et à laquelle le gouvernement doit répondre est la suivante: aurait-on pu recourir à de meilleurs moyens qu'à l'accord de libre-échange nord-américain et à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis? Ces accords sont-ils bons? C'est vrai, nous avons besoin d'un accord avec les Américains, même si les échanges commerciaux entre nos deux pays étaient en grande partie régis par des ententes spécifiques à chaque marchandise et qu'aucun droit ne s'appliquait à plus de 80 p. 100 des produits ainsi échangés.

Ce gouvernement ne se contente pas de conclure ce que nous considérons comme un mauvais accord avec les Américains. En même temps, il adopte une politique de taux d'intérêt et de dollar canadien élevés. C'est comme si nous appliquions nous-mêmes des droits à tous les produits canadiens. C'est un pas en arrière. Nous entrons dans une importante récession et le gouvernement ajoute de nouvelles taxes, comme la TPS. C'est encore un pas en arrière.

Ce gouvernement a fait preuve d'un leadership économique désastreux, et les Canadiens, par centaines de milliers, en ont payé personnellement le prix en perdant leur emploi, leurs espoirs et leur avenir, tout ça, à cause de ce gouvernement.

M. James: Monsieur le Président, je vais dire une chose au député, c'est que j'ai investi dans trois petites entreprises. Je sais ce que c'est. Inutile de me faire la leçon, je suis passé par là. On pourrait peut-être comparer ses investissements aux miens. Je sais ce que c'est. J'ai couvert tous les domaines, l'agriculture, la petite entreprise, le commerce de détail et, bien sûr, le lotissement et autres choses. Je sais ce qu'il en est et je sais aussi que nous devons apprendre à soutenir la concurrence. On ne peut rester sur la touche. On ne peut s'endormir sur nos lauriers.

J'ai toujours vécu à proximité de la frontière américaine. Je me souviens qu'étant jeune les enfants de Port Huron portaient des Levis. Nous ne pouvions nous les permettre, ils étaient deux fois plus chers. Il faut être concurrentiel, il faut faire baisser les prix de détail. La seule façon d'y parvenir est d'avoir un climat commercial compétitif.

Je sais ce que c'est que d'investir. Je me souviens aussi de la fin des années 1970, lorsque mes collègues d'en face étaient au gouvernement et que les taux d'intérêt sont grimpés à 22 p. 100. L'inflation à 15 p. 100. Le député veut-il m'expliquer comment on peut exploiter une entreprise dans ces conditions? Je lui dirai que nous avons presque été acculés à la faillite. Dans un tel cas, il faut tenir le coup. La pilule est difficile à avaler.

C'est comme les jeunes qui ont aujourd'hui 22 ans, pour lesquels tout va bien et qui réfléchissent à ce que leurs parents et leurs pères leur ont imposé. Ils n'aimaient pas ces obligations à l'époque; ils ne voulaient pas rentrer tôt; ils n'aimaient pas la discipline. Toutefois, lorsqu'ils y pensent maintenant, ils déclarent toujours: «Comme je suis content que mon père et ma mère m'aient imposé des règles.»

Eh bien, nous devons traverser de durs moments et le gouvernement a dû prendre des décisions pénibles; il a pris de multiples décisions. Je crois que les Canadiens qui réfléchiront à cela constateront que ce gouvernement a pris des décisions difficiles et qu'il a placé le pays sur une voie économique qui nous mènera à la prospérité.

La prospérité, c'est quoi? La prospérité, pour les petits entrepreneurs comme moi, c'est pouvoir rester en affaires et avoir des revenus corrects, suffisants pour engager des employés que je peux payer correctement. Et qui plus est, ces derniers consacrent aux produits de consommation la plus grosse partie de leur salaire. S'ils gagnent bien leur vie mais qu'en raison de l'inflation, ils n'arrivent pas à boucler leur budget, alors ils demandent une augmentation. Et c'est ainsi que s'installe cette terrible spirale que nous avons déjà connue. Il faut alors rétablir l'équilibre économique.

Le gouvernement a donc dû prendre de difficiles décisions. Le gouvernement précédent, dont faisait partie le député d'Ottawa—Vanier, aurait pu changer le régime fiscal de ce pays mais a choisi de n'en rien faire, il avait peur de perdre des sièges.

Laissez-moi vous dire que notre gouvernement les prend ces difficiles décisions. Nous sommes convaincus que c'est exactement ce dont notre pays a besoin et qu'il ne s'en portera que mieux.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, comme il reste six ou sept minutes avant que la motion ne soit mise aux voix, qu'il me suffise de dire, comme d'autres députés libéraux l'ont dit avant moi au cours du débat, que les Canadiens sont découragés. Ils sont découragés et ne font plus confiance au gouvernement actuel; de plus, à cause de la feuille de route de ce gouvernement et des expériences très dures qu'il leur a fait subir et auxquelles ils ont dû survivre au cours des huit dernières années, les Canadiens sont dans l'ensemble devenus indifférents et cyniques à l'égard des gouver-